



*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable — Définition AFG-FIR



INVESTISSEMENT RESPONSABLE

6ème édition du Climate Finance Day

Le 29 octobre 2020 s'est tenue à Paris la 6ème édition du Climate Finance Day. En ce jour de re-confinement national de la France, des acteurs de tout secteur sont réunis au Palais Brongniart ou derrière leur écran afin de traiter de l'ISR et l'urgence climatique, des sujets plus que d'actualité, accentués par la crise de la Covid-19 ; et suivi par plus de 800 spectateurs. Voici quelques-uns des temps forts :

- Lancement de l'Observatoire de la Finance Durable par Finance for Tomorrow (Paris Europlace) pour recenser les réalisations et engagements en matière de finance durable des acteurs financiers afin d'évaluer leur progression.
- Publication du 1er volet du rapport de l'ACPR et de l'AMF (l'organe de supervision français des banques et assureurs et l'Autorité des marchés financiers) sur les promesses climatiques des acteurs de la finance : Paris reste parmi les meilleures élèves avec moins de 1% des actifs exposés au charbon, mais les stratégies doivent être plus claires, comme l'horizon temporel de sortie définitive. L'effort doit également venir des entreprises dont les données publiées sont compliquées à comparer par manque d'homogénéité, même s'il est une fois de plus souligné que l'Europe et particulièrement la France sont à la pointe du sujet.
- Bruno Le Maire a demandé aux acteurs financiers, tout en les félicitant des avancées, de poursuivre leurs efforts et de se doter d'une politique de sortie du pétrole non conventionnel.

Source : Promepar AM

Nouveau référentiel pour le Label ISR

Un nouveau référentiel pour le label ISR est entré en vigueur le 23 octobre afin d'instaurer des règles plus exigeantes, notamment en matière climat et d'impact. Pour cela, les sociétés de gestion doivent introduire des indicateurs d'impacts pour leurs fonds labélisés. Concrètement, ces derniers doivent avoir un meilleur résultat sur au moins deux indicateurs par rapport à l'univers de départ ; quand le désormais ex-référentiel n'exigeait qu'un meilleur résultat en termes de note ESG. Si les sociétés ont la liberté de choisir leurs propres indicateurs d'impacts, le référentiel en recommande certains qui sont déjà assez largement utilisés par les fonds les plus avancés en ISR. Par exemple : les émissions de gaz à effet de serre pour l'Environnement, le ratio d'équité pour le Social, l'intégration de critères ESG dans la rémunération variable des dirigeants pour la Gouvernance, ou encore la part des entreprises couvertes par une convention collective pour les Droits de l'homme.

Si les sociétés de gestion peuvent obtenir ces données pour les entreprises détenues (souvent entre 30 et 60 par fonds), il est plus compliqué pour l'univers de départ (plusieurs centaines). La collecte de données comparables est et reste donc un des principaux défis de l'Investissement Socialement Responsable. Sources: Ministère des Finances, Le Monde



Des nouveaux engagements, encore et encore

Comme c'est le cas depuis quelques années, avec une forte accélération en 2020, les sociétés de tout secteur continuent de prendre des **engagements pour combattre le réchauffement climatique.**

L'aciériste ArcelorMittal, qui vise la neutralité carbone en 2050, a ainsi annoncé que sa division Europe allait commencer en cette fin d'année à utiliser de l'hydrogène propre au lieu du charbon pour produire la quantité massive d'énergie dont ses activités ont besoin. La production de cet « acier vert » s'accompagne d'un objectif de réduction de 30% des émissions de CO2 en 2030. Concrètement, il s'agit de produire 30 000 tonnes d'aciers verts en 2020, puis 120 000 tonnes en 2021 et 600 000 tonnes en 2022.

De son côté, le constructeur automobile **Renault** dont la Zoé électrique a connu une année 2020 remarquable en Europe avec 16,1% de parts de marché de janvier à fin août, annonce **deux nouveaux modèles pour sa gamme 100% électrique**. D'abord la **Dacia Spring Electric** dès le printemps prochain ; puis pour 2022 la **Mégane eVision**, une berline de catégorie C.

Côté banque, la Société Générale a annoncé son ambition de réduire son exposition globale au secteur de l'extraction du pétrole et du gaz de 10 % d'ici 2025. Si la plupart des acteurs français ont d'ores et déjà annoncé leur sortie du charbon d'ici 2040, la Société Générale devient la première grande banque française à s'engager pour ce segment. En se concentrant sur l'extraction, laissant de côté 50% de l'industrie que sont le transport et la transformation, Frédéric Oudéa, Directeur Général de la SG précise que la banque veut se « focaliser sur la partie la plus polluante de l'industrie d'abord » et qu''à terme, elle aura « des objectifs de réduction sur l'ensemble de la chaîne de valeur ». Autre acteur du secteur, BNP Paribas a conclu un partenariat avec une start-up française, Greenly, permettant depuis quelques jours à ses clients (et ceux de sa filiale Hello Bank!) d'estimer leurs émissions de gaz à effet de serre à travers leurs dépenses. L'idée de cette nouvelle fonctionnalité consiste à aider les clients à transformer leurs habitudes de consommation.

Source : Novethic,

Objectif neutralité carbone : au tour du Japon

Après les engagements de la Chine en septembre (Flash Info ISR précédent), c'est au tour du Japon, 6ème émetteur mondial de CO2 de se fixer un objectif de neutralité carbone. Il s'agit pour le pays de réduire les émissions de gaz à effet de serre à zéro d'ici 2050 pour « viser une société neutre en carbone ».

Cet engagement a été annoncé lors du discours de politique générale devant le Parlement nippon du nouveau Premier ministre du pays, Yoshihide Suga, sous les applaudissements des députés, preuve de l'adhésion à ce défi. Ce dernier est d'autant plus grand et ambitieux lorsque l'on sait que la 3ème économie mondiale a fortement augmenté sa dépendance au charbon

depuis la catastrophe de la centrale nucléaire de **Fukushima** le 11 mars 2011. La production d'électricité du pays provient en effet pour 1/3 des 140 centrales à charbon, 2ème source derrière le gaz naturel liquéfié (GNL) à 38%. Si le Premier ministre n'a pas encore fourni de calendrier et plan précis, il précise que cet objectif sera atteint via l'**innovation** avec par exemple des batteries solaires de nouvelle génération, le nucléaire (avec toutes les précautions nécessaires), et **l'utilisation généralisée des énergies renouvelables** dont le plan énergétique actuel prévoit qu'elles représentent 22% à 24% des besoins.

Sources: Novethic



RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

Reporting extra-financier des entreprises françaises

Avec la montée en importance de l'ISR et de l'analyse ESG, autrement dit l'analyse des performances extra-financières, les 120 entreprises de l'indice boursier SBF 120 font de plus en plus d'efforts pour mettre en valeur leurs pratiques et engagements RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises). Cette dernière est ainsi de plus en plus intégrée dans les stratégies des entreprises ; et la part de celles au sein du SBF 120 ayant formalisé une démarche RSE avec une feuille de route pluriannuelle est passée de 41% à 76% au cours des quatre dernières années. Même sans formalisation, 84% de ces entreprises ont désormais des objectifs quantitatifs datés de neutralité carbone ; et 77% intègrent des critères RSE dans la rémunération des dirigeants, poussant ces derniers à prendre le sujet au sérieux. Les déclarations de performances extra-financières (DPEF) des entreprises rendues obligatoires ont été des catalyseurs. Elles obligent notamment les entreprises à cartographier leurs risques extra-financiers et à se doter d'indicateurs pertinents.

Toutefois, il s'agit pour le moment davantage de communication que de mesures concrètes dans les Business models. Les entreprises se servent par exemple des Objectifs de Développement Durable (ODD) pour traduire ce qu'elles font déjà au lieu de s'en servir pour diriger et transformer leurs modèles et activités. Ce manque de trajectoire combiné à l'absence de mesures économiques, c'est-à-dire les impacts positifs et négatifs générés des pratiques RSE, rendent l'analyse compliquée pour les investisseurs. Mais la révision du reporting extra-financier ainsi que le reporting intégré qui mêle informations financières et extra-financières, pourraient changer la donne. Ce reporting intégré est aujourd'hui réalisé de manière volontaire mais pourrait devenir une obligation. De même, l'AFG travaille à la mise en place d'indicateurs extrafinanciers afin que toutes les entreprises mettent à disposition des investisseurs les informations nécessaires et utiles pour évaluer la performance RSE. Avec pour principe que trop d'information tue l'information.

Source : Novethic, Promepar AM

CONTACT

Murielle HERMELLIN

 $Responsable \ du \ d\'{e}veloppement \ ISR-G\'{e}rante \ de \ portefeuilles \\ \underline{murielle.hermellin@bred.fr}$

■ Jean-Philippe NGO Gérant ISR Jean-philippe.ngo@bred.fr



Covid-19: crise de la faim

Le 16 octobre s'est tenue la **journée internationale de la faim** dont la lutte reste une priorité et correspond au **2**^{ème} **Objectif de Développement Durable** de l'ONU. Malheureusement, la pandémie Covid-19 vient accentuer cette crise de la faim qui était déjà sur une tendance ascendante depuis 2014.

Dès avril 2020, la FAO, l'OMS et l'OMC ont corédigé un rapport alertant du **risque croissant d'une pénurie alimentaire mondiale.** Celle-ci est catalysée par la **fermeture des frontières** qui est synonyme d'une baisse d'approvisionnement mais aussi d'exportations, plongeant des populations dans la misère sans source de revenu. La **situation paradoxale** dans laquelle nous vivons avec une **surproduction alimentaire** de plus en plus importante d'année en année en parallèle d'une hausse de la famine s'accentue avec désormais des produits périssables bloqués aux frontières.

Selon la FAO, entre **83 et 132 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de sous-alimentation en 2020** à cause de ces différents effets de la Covid-19. De son côté, l'ONG Oxfam alerte sur le virus qui pourrait provoquer **jusqu'à 12 000 morts de faim par jour** d'ici la fin de l'année ; et cite des communautés pauvres témoignant que « la faim peut nous tuer avant le coronavirus ». Si les pays pauvres connaissant déjà une crise alimentaire la verront s'accentuer, d'autres plus développés comme l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud seraient également impactés.

Sources : Novethic

EN BREF

- Selon PcW, il y aura en Europe plus de fonds ESG que de fonds conventionnels d'ici 2025 passant de 15% à 57%, soit 7 600Mds€. Allant encore plus loin, ¾ des 300 plus grands gestionnaires mondiaux n'achèteront plus que des fonds ESG d'ici 2022.
- Lors de la 4ème édition des Grands Prix du Business et de la Gouvernance responsable, la société de gestion Phitrust remporte le Prix Spécial Investisseurs pour leurs pratiques d'engagement.
- Valeo, équipementier automobile français, a annoncé qu'à partir de janvier 2022, les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général, aujourd'hui détenues par Jacques Aschenbroich, seront dissociées. Celuici conservera la première fonction, tandis que Christophe Périllat, occupera la seconde.
- Bonne nouvelle : la Pologne, dernier pays de l'Union européenne à ne pas avoir adopté la neutralité carbone encore, annonce qu'elle fermera sa dernière mine de charbon en 2049.

PROMEPAR Asset Management est signataire des



